

Dis- moi quel est ton Dieu : je te dirai quelle civilisation tu veux bâtir !

(Lettres communautaires n° 39, 40 , 41)

A la lecture des derniers rapports (2002-2003) sur le développement humain dans le monde arabe de l'organisation des Nations Unies (PNUD), j'aimerais vous partager une question, dont je conçois qu'elle est politiquement et religieusement incorrecte, à savoir : les idées fondamentales d'une religion favorisent-elles ou défavorisent elles le développement humain des populations concernées ? En d'autres termes, le développement humain est-il encouragé ou freiné par la représentation qu'une religion a de Dieu, de l'homme et de son rôle dans l'univers. Je suis bien conscient qu'en quelques lignes, il est impossible de développer de façon sérieuse une question aussi brûlante et complexe. Néanmoins, les discussions sur cette question qui ont émergé de plusieurs partages que j'ai eus avec des scientifiques arabes ou perses, musulmans sunnites ou chiïtes, pratiquants fervents ou non, restent pour moi parmi les plus belles expériences de dialogue islamo chrétien. À chaque fois qu'à partir d'une réflexion liée à la raison et non à l'idéologie, ces chercheurs ou étudiants m'ont demandé mon avis sur ce rapport, nous avons pu avoir des partages formidables qui aboutissaient naturellement à la question : "Notre vision de Dieu et de l'homme dans nos religions respectives conditionne-t-elle notre façon de construire la civilisation ?". J'aimerais, bien simplement, vous en faire part.

Espérance Epiphanie : Peux-tu nous présenter ce rapport ?

Guy : En fait il existe deux rapports, l'un publié en 2002 qui fit l'effet d'une bombe à sa parution, l'autre publié en 2003. Il est peut-être bon de rappeler au lecteur les modalités d'expertise de cette étude. Le Rapport Arabe sur le Développement Humain 2003 (RADH 2003) est le deuxième d'une série de quatre rapports prévus qui aborderont aussi les questions de libertés et d'institutions politiques, l'absence de parité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au sein des 22 États arabes. Le premier rapport (RADH 2002), souligne les principaux défis en termes de développement que doit relever le monde arabe à l'aube du troisième millénaire. Selon le journaliste égyptien Muhammad Hassainain Haikal le RADH 2002 souligne " la dernière chance pour la région de faire partie du voyage vers le futur. " Selon Time Magazine, il s'agit de " la plus importante publication en 2002. " Plus d'un million de visiteurs du site Internet du PNUD ont téléchargé les 168 pages du rapport 2002, rédigées par une équipe de chercheurs du monde arabe, sous la supervision du Dr Nader Fergany, Directeur du Centre de recherche et de formation d'Al-Mishkât au Caire, et du Dr Rima Khalaf Hunaidi, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directrice régionale du Bureau du PNUD pour les États arabes, ancienne Vice-premier ministre de Jordanie.

Le rapport RADH 2003 examine plus profondément l'une des principales questions soulevées par le rapport de l'an dernier, c'est-à-dire la construction d'une " société du savoir " viable dans le monde arabe. Le rapport a été préparé via un processus de participation, impliquant près de quarante auteurs et trente conseillers et réviseurs. D'éminents penseurs et praticiens, hommes et femmes du monde académique, de l'intelligentsia, de la société civile, des médias et des secteurs public et privé ont participé à la rédaction de ce rapport. " Le rapport examine l'état du savoir dans le monde arabe en termes de demande, de production et de dissémination, et conclut que les trois éléments sont défaillants, indépendamment de l'abondance du capital humain arabe", écrit le Dr Khalaf dans la préface.

Espérance -Epiphanie : Quels sont les points forts qui se dégagent de ces rapports ?

Guy : On peut dégager plusieurs points. Le premier tente de faire l'état du savoir dans les 22 pays arabes, le deuxième concerne la production du savoir. Le troisième et le quatrième montrent l'influence de la culture et des régimes politiques et, en particulier, le manque record de liberté qui nuit au développement du monde arabe.

1- L'état du savoir dans le monde arabe :

La société du savoir est une société basée sur la diffusion et la production du savoir, sur son utilisation optimale dans tous les domaines d'activité de la société (l'économie, la société civile, la politique et la vie privée) dans le but d'élever constamment la condition humaine, c'est-à-dire de favoriser le développement humain. Le rapport souligne que dans les pays arabes, le processus de diffusion du savoir doit faire face, dans tous les domaines concernés (l'éducation, l'enseignement, les médias et la traduction) à d'énormes difficultés, les plus graves étant la faiblesse des moyens dont disposent les individus, les familles et les institutions, et le caractère restreint de leurs activités. Il en résulte une réelle incapacité à créer les conditions épistémologiques (*) et sociales nécessaires à la production du savoir. Les recherches montrent que le style de formation le plus répandu dans la famille arabe est le style autoritaire, qui combine instabilité et surprotection, et influe de façon négative sur le développement, l'indépendance, la confiance en soi et la compétence sociale. Cela a pour résultat une passivité excessive et une faible compétence à la prise de décision, tant au niveau du comportement que de la façon de penser, car l'enfant est habitué, dès son plus jeune âge, à refouler les questions, l'envie de découvrir et l'esprit d'initiative. En ce qui concerne l'enseignement, le rapport indique, d'une part, une dégradation constante de la qualité de l'enseignement et d'autre part, une non-indépendance des médias vis-à-vis des pouvoirs religieux et politiques. L'enseignement diffuse une opinion monolithique, fidèle reflet de ces mêmes pouvoirs. En effet, dans les pays arabes, avec une population globale de 284 millions, il y a moins de 53 journaux pour mille habitants, contre 285 dans les pays avancés. Le tirage d'un " Best seller " ne saurait dépasser 5 000 exemplaires en raison de la censure et d'autres contraintes imposées aux éditeurs indépendants. Le volume des traductions vers l'arabe d'ouvrages étrangers reste nettement inférieur au volume de traduction dans d'autres pays du monde : cinq fois plus de livres sont traduits chaque année en grec, une langue parlée par 11 millions de personnes uniquement. La moyenne est de 4,4 livres pour 1 million d'habitants alors que, dans le même temps, on en traduit 519 en Hongrie et 920 en Espagne. Pas plus de 10 000 ouvrages ont été traduits vers l'arabe au cours du dernier millénaire, ce qui correspond au nombre d'ouvrages traduits vers l'espagnol chaque année. On compte uniquement 18 ordinateurs pour 1 000 habitants dans le monde arabe contre une moyenne globale de 78 ordinateurs pour 1 000 habitants.

2- La production du savoir :

Les informations contenues dans le rapport indiquent une réelle stagnation dans un certain nombre de domaines touchant à la production du savoir, en particulier celui de la recherche scientifique, des brevets, de la production littéraire et artistique. Il y a moins de 371 scientifiques ou ingénieurs travaillant dans les secteurs de la recherche et du développement pour un million d'habitants, tandis que la moyenne mondiale est de 979. De façon générale, les pays arabes ont une abondante production de livres religieux et une production relativement faible dans les autres domaines. Les livres religieux représentent 17 % des livres publiés dans le monde arabe, alors que, dans le reste du monde, cette proportion n'est que de 5 %. Le nombre de livres produits est inférieur à 1,1 % de la production mondiale, alors que les arabes représentent 5 % de la population mondiale.

3- La culture et la religion, le contexte politique :

Le rapport indique que, dans le cadre de la culture arabe, on considère que l'élément fondamental est le patrimoine intellectuel classique, dont la langue est l'instrument et la religion le principal système de croyances qui englobe tout et oriente la vie de cette culture. Il ne fait aucun doute que la relation de la religion au savoir et à sa production a un lien organique avec la conception qu'on a de l'essence de la religion et de sa position d'ensemble par rapport au monde. Et le rapport de souligner que l'islam, avec les représentations qu'il véhicule et les finalités qu'il se propose, a été marqué ces dernières années par des interprétations hostiles au développement. L'alliance qui s'est formée entre des systèmes de gouvernements coercitifs et un groupe de savants musulmans conservateurs a produit des interprétations servant les intérêts des gouvernements mais hostiles au développement humain, particulièrement à la liberté de penser et au libre examen des textes religieux, au droit des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement et à la participation des femmes à la vie publique et économique qui est la plus faible au monde. Une femme sur deux, en moyenne, est illettrée et ce taux peut atteindre 90% dans certains pays. Le rapport du PNUD note que les femmes n'occupent que 3,5 % des sièges dans les parlements des pays arabes, contre 11 % en Afrique subsaharienne et 12,9 % dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. D'autre part, dans certains pays arabes du Golfe, les femmes n'ont pas le droit de vote, et, dans la majorité des pays arabes, la ségrégation raciale et religieuse est exercée.

La vérité exige qu'on rappelle que la culture arabe n'a pas d'autre solution que de se lancer dans cette nouvelle expérience universelle. Elle ne peut pas se replier sur elle-même et ne se nourrir que de son histoire,

de son passé et de sa culture ancestrale dans un monde dont les forces conquérantes balayent les moindres recoins de l'univers et produisent le savoir sous toutes ses formes, les styles de vie, les produits manufacturés et l'ensemble de la création. Il ne fait aucun doute qu'au sein de cette culture, il existe des courants partisans d'une politique du refus et du refus du savoir, du repliement sur soi et de l'hostilité envers l'ensemble des valeurs, des idées et des pratiques dont la culture mondiale est le vecteur. Une politique passive de refus des échanges ne peut que conduire à un affaiblissement et à un recul de la culture arabe, et non à son renforcement et à son expansion. La conséquence immédiate de cette absence de liberté, tant politique que religieuse, conduit, d'une part, à étouffer le savoir et le développement humain, et, d'autre part, induit un flux migratoire, à la fois, des minorités religieuses, des intellectuels, des démocrates arabes.

Espérance -Epiphanie : Le rapport propose-t-il des solutions face à ce constat bien sombre ?

Guy : En effet, 5 propositions sont faites pour bâtir une société du savoir dans les pays arabes, mais j'ai peur que ce ne soit que de pieuses perspectives. Certes, ce premier travail courageux de critique sur la réalité du monde arabe doit être soutenu sans faille, mais, demander que soient effectives la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté d'organisation, ainsi que l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ou d'un islam séparé du temporel qui encouragerait l'adaptation des textes et la critique historico scientifique, tout cela relève du rêve. Mais l'espoir fait vivre, en particulier pour ces milliers d'arabes qui seront entre 410 et 459 millions en 2020 et qui attendent légitimement des conditions meilleures.

Espérance-Epiphanie : Tu nous disais, au début de cet entretien, que notre vision de Dieu et de l'homme, dans nos religions, pouvait conditionner notre façon de construire la civilisation.

Guy : Il me semblait important d'informer le lecteur sur ce rapport, avant d'aborder cette question. Du reste c'est à partir de ce rapport que j'ai eu des discussions de fond et non polémiques avec bon nombre d'interlocuteurs musulmans. Il est certain que l'islam "d'Alveroes" est bien mort et que ce soit dans les banlieues de Lyon, Strasbourg, en Afghanistan, en Irak ou en Palestine, l'islam de référence est l'islam fondamentaliste. Il existe une internationale islamique et l'on comprend, dès lors, la crainte des musulmans réformistes ou des intellectuels arabophones. J'ai récemment interpellé un chercheur tunisien sur le fait que je ne voyais pas beaucoup d'intellectuels musulmans remettre en cause le dogme de l'immutabilité et de l'intemporalité du Coran en vue d'une lecture contemporaine. Il m'a répondu : "Détrompe-toi, ils vivent soit dans la clandestinité, soit dans la marginalité, soit ils ont été exécutés". Je crois que l'islam contribue à ce sous-développement de façon plus forte qu'on ne le pense, même s'il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu. Il me semble par contre que de nombreuses cultures, arabe, perse ou autres, portent en elles des richesses fabuleuses mais que l'idéologie islamique, depuis plusieurs siècles a éteint. On me rétorquera que l'islam a eu son heure de gloire au début du quinzième siècle et a permis un développement humain impressionnant pour l'époque. Cette image d'Epinal a la vie dure, mais je ne crois pas que l'islam soit à la source de ce développement. Il s'est greffé sur des cultures très riches, byzantine, perse... Par contre l'islam a été un vrai ciment politique et religieux permettant de passer de cultures tribales, ou plus locales, à un vrai empire théocratique que fut l'empire Abbasside. Mais l'islam a-t-il les ressources aujourd'hui pour le passage à l'ère moderne ?

L'islam modéré, qui remettrait en cause un certain nombre de versets coraniques comme l'appel à la mise à mort de l'apostat, l'inégalité des sexes et bien d'autres aspects incompatibles avec les droits de l'homme, serait-il encore l'islam ? Soit l'islam impose sa loi au monde afin que celui-ci devienne une cité islamique, une Oumma universelle, soit l'islam se spiritualise et s'individualise. Dans le premier cas, un conflit majeur est à craindre, dans le second cas, un accompagnement est nécessaire pour une révolution de la pensée islamique. Le lecteur européen et chrétien n'a pas idée de l'abîme qui sépare la révélation islamique de la révélation chrétienne. Nous tenterons dans la deuxième partie, à partir des diverses conceptions de Dieu, de l'homme, des versets coraniques, de dégager les points qui peuvent être des freins ou des accélérateurs du développement de nos sociétés.

(*)Etude des sciences qui a pour objet la définition des raisonnements qui fondent leur développement et leur réussite. (Larousse)

« On impose à l'auteur et à l'éditeur de nombreuses contraintes, la plus importante consistant à respecter les humeurs et les instructions de 22 censeurs arabes. Il en découle que le livre arabe peut difficilement être présent sur l'ensemble de son marché naturel ».

Fathi Khalil Al-Bess, vice président de l'Union des éditeurs arabes

(Jn 1, 14). Dieu s'insère dans l'histoire des hommes. Il ne change pas l'histoire, mais la transforme à la manière d'un ferment qui fait lever la pâte. Il assume l'expérience des hommes et la sublime. L'islam a une histoire, mais l'islam n'est pas une histoire. La Bible n'est pas close, ni fermée, car nous continuons encore aujourd'hui à écrire les Actes des Apôtres, les actes des chrétiens parmi les hommes. Les textes de l'Évangile n'enferment pas les chrétiens dans l'histoire ou dans les mots. Seul, l'Esprit Saint vient rendre vivante cette Parole qui s'adapte à l'évolution humaine et du coup pousse le croyant à participer à la transformation de la création. L'islam considère que les juifs et les chrétiens sont les "gens du livre" et que ces livres ont, en quelque sorte, préparé la venue du Coran. Le Coran venant après la rédaction des Évangiles, les musulmans considèrent que leur vérité englobe notre vérité. C'est vrai, si nous étions les "gens du livre" ; mais nous ne sommes pas sauvés par un livre ! Nous sommes les membres vivants d'une Personne Vivante, Jésus-Christ.

E.E. : Ne peut-on pas dire que les mystères de l'Incarnation et de la Résurrection changent complètement de perspective quant au rôle des hommes dans le développement humain ?

Guy : Bien sûr et les conséquences sont énormes car nous sommes situés différemment face au développement humain. En effet, dans le christianisme, la résurrection et l'incarnation ne sont pas seulement des faits historiques. Dieu parle et se révèle aujourd'hui et se révélera encore demain. En islam, Dieu a parlé et scelle la destinée des hommes. Avançons-nous dans l'inconnu des défis et des enjeux du futur à reculons, les yeux tournés vers le passé ? Sommes-nous figés sur le rétroviseur, comme le disait le sociologue Mac Luhan, ou au contraire, les yeux fixés sur ce futur, la Parole de Dieu et la Tradition de l'Église éclairant comme des phares de voiture cette route qui a certain moment peut nous faire peur et sur laquelle pourtant, l'Esprit-Saint nous précède. "Je suis avec vous jusqu'à la fin des temps" nous dit Jésus dans la finale de l'évangile selon Saint Matthieu. La façon dont Dieu se révèle nous situe quant à la transformation et au développement du monde. Les chrétiens ont-ils assez conscience que la révélation du Dieu Vivant les positionne et les oriente vers plus de créativité, plus de dynamisme, d'inventivité, bref de confiance en l'avenir ; ce n'est pas certain ? L'Eucharistie n'est-elle pas un puissant moteur pour le développement humain ?

E.E. : Je comprends que l'islam et le christianisme nous situent différemment. Mais le musulman qui partirait de sa propre révélation islamique ne pourrait-il pas aller au-delà de la "Parole faite mot" ? Et n'existe-il pas un risque pour le chrétien de s'enfermer dans une tradition ?

Guy : Dans une religion, il est inconcevable que l'on ne tienne pas compte du passé. Toute religion se constitue par rapport à des traditions qui se sont fixées dans le temps. En islam, on pourrait dire que le temps est cyclique et non linéaire comme dans la révélation Judéo-Chrétienne. Le temps historique, où se déploie un dessein de Dieu qui va se développant en harmonie avec l'événement, semble en dehors des perspectives de l'islam. En christianisme, lorsque la tradition prend le pas sur l'adaptation, elle devient traditionalisme. Est-ce à dire que toute nouveauté est bonne ? Bien sûr que non et justement la tradition est là précisément pour éviter les déviations. Mais elle n'est pas un frein au développement et à la nouveauté. Le christianisme, en confrontation avec le présent de l'histoire, cherche à s'enrichir et à purifier ce qui a été transmis, en vue de répondre aux exigences du monde actuel. Non pas pour s'y aligner ou s'y diluer, mais le vivifier de l'intérieur ; **"Vous êtes le sel de la terre, la lumière du monde.."** (Mt. 5,13-15). En islam, plutôt que de parler de la tradition, on s'appuiera sur des traditions qui reposent pour l'essentiel sur les Hadiths. Ces Hadiths ont permis à l'islam, au cours de son histoire, de pouvoir s'adapter aux nouvelles exigences qu'imposait l'évolution des sociétés. Un homme comme Averroès, au Moyen Âge, a été un partisan de l'émergence du rationalisme. Il a fait avancer de façon incontestable la pensée musulmane même si, en son temps, il fut réduit au silence par les musulmans et ses livres brûlés. Aujourd'hui encore, certains intellectuels musulmans prônent la méthode herméneutique qui consiste à rechercher, par-delà les mots, l'esprit du Coran. D'autres considèrent que l'essence de l'islam serait contenue dans les sourates mecquoises et non dans celles médinoises plus tardives et sujettes à controverses. M. Charfi dans son livre, *Islam et liberté* p. 247 chez Albin Michel (1998) dit : " la politique culturelle devrait être orientée vers une entière liberté de création, un plus grand encouragement des créateurs et davantage d'ouverture vers la culture universelle".

Le fondamentalisme est une attitude de pensée induite naturellement par l'islam, mais, le musulman est plus grand que l'islam. Il arrive que des chrétiens, sans trop le réaliser, ont une vision "coranique" de la Bible. Ce fondamentalisme chrétien ne pouvait pas par exemple, en son temps, supporter que la terre soit ronde et ne

tienne pas la place centrale dans l'univers. Aujourd'hui, on assiste en islam à une montée de "science islamique" du type : médecine islamique, astronomie islamique, géophysique islamique, et, bien entendu, développement voire droits de l'homme islamiques. Tant que l'islam cherchera à islamiser la société, la régression du développement sera au rendez-vous. Lorsque l'islam cherchera à rapprocher les hommes de Dieu, cette religion jouera un rôle dans le développement humain. La question majeure qui se pose aux musulmans est : comment dissocier l'esprit et la lettre ?

E.E. : *Justement tu parles des droits de l'homme. Dans le rapport du PNUD, sont soulevées les questions liées au développement des femmes, leur place, leur statut, la reconnaissance de droits fondamentaux. Que peut-on dire à ce sujet ?*

Guy : L'évolution du statut de la femme musulmane dépend directement de la lecture que l'on fait du Coran. Il existe des poussées culturelles irréversibles vers une émancipation de la femme en général et de la femme musulmane en particulier, l'histoire nous en relate des faits, mais l'incontournabilité du texte sacré de l'islam est une formidable force de rappel pour maintenir la femme dans une inégalité. Au XIXe siècle, la "marche des femmes sans voile" dans les rues du Caire avait provoqué une forte émotion dans tous les milieux et, bien entendu, dans les cercles religieux d'EL Azhar.

Ces femmes exigeaient : l'instruction et le droit à l'accès au travail; le rejet du voile et une égalité effective, l'abolition de la polygamie, la transformation des normes du mariage. Deux siècles plus tard, alors que l'on pouvait espérer une vraie évolution, encouragée par l'émancipation politique de la plupart de ces états et la manne pétrolière induisant un développement économique, on voit défiler dans les rues, non plus du Caire mais de Paris, des femmes musulmanes réclamant le voile ! L'influence politico-religieuse de l'islam est, de mon point de vue, une des causes importantes du sous-développement et de l'analphabétisation des femmes du monde arabe. Même après les guerres d'indépendances, les femmes qui avaient participé activement auprès des hommes à l'émancipation, se trouvèrent ramenées à la triste réalité coranique. L'Algérie l'illustre bien. On voit qu'entre la Charte nationale de 1976 et la Charte de la famille de 1984, le statut de la femme est passé d'une condition de promotion à une condition moyenâgeuse, la femme redevenant soumise, mineure et dépendante. Il faut dire que le coran n'admet aucune ambiguïté quant à l'autorité de l'homme sur la femme et la dépendance de celle-ci vis-à-vis de lui. Le témoignage de deux femmes équivaut au témoignage d'un seul homme, le garçon a droit au double en matière d'héritage (4,34; 2,282, 4,11,176). L'homme peut employer la force pour ramener la femme dans ce qu'il pense être le droit chemin (4,34). Peut-on espérer une évolution ? Non tant que le code de la famille sera d'inspiration coranique et se réfèrera à des lois adaptées à un autre millénaire. Oui si les gouvernements de ces pays ont le courage d'affronter l'avenir et de dissocier les valeurs religieuses dispensées en islam du code, des lois, voir d'une forme de politique théocratique que revendique la religion islamique. Force est de constater aujourd'hui, et cela se traduit dans les chiffres du rapport sur le développement humain dans le monde arabe (PNUD), qu'on est plutôt dans une période de régression. Les exemples de femmes musulmanes courageuses qui osent braver le texte sacré du VIe siècle, ou plutôt du IXe siècle, ne manquent pas. Sont-elles soutenues autant que la démocratie et la dignité humaine l'exigeraient ? Sur le fond et le discours on assiste à un bel élan unanime, même de la part des responsables politiques et religieux. Dans les faits, c'est autre chose. L'affaire de "l'imam" de Vénissieux près de Lyon en est une bonne illustration. Abdelkader Bouziane, vivant depuis 20 ans en France, père de 16 enfants, prônant la polygamie, fut mis en examen pour ses propos diffamants vis-à-vis des femmes. Malgré la décision du pouvoir politique de l'expulser, le voilà de nouveau réinstallé dans la banlieue de Lyon, le Tribunal considérant son incompetence puisque ses propos s'appuient sur le Coran ! Plus sérieusement, les débats actuels dans la communauté musulmane portent sur la distinction entre équité et égalité. Le premier terme a été préféré au second par les pays musulmans. C'est déjà un progrès !

E.E. Compte tenu de certaines conceptions radicalement différentes entre l'islam et le christianisme quant au développement humain peut-on envisager un dialogue islamo chrétien ? Au fond, quel doit être le rôle du chrétien dans tout cela ?

Guy : Le dialogue est une nécessité, il doit être la respiration chrétienne et en toute circonstance nous avons à rendre compte de l'espérance qui est en nous. Compte tenu des diverses facettes que revêt l'islam, nous verrons

dans la prochaine lettre, le rôle que les chrétiens peuvent jouer pour aider les musulmans à entrer pleinement dans le 21^e siècle.

« Les musulmans rejettent un certain nombre de dogmes catholiques, mais ils pensent qu'ils sont le fruit d'une élaboration faite au cours de l'histoire et ne découlent pas directement de l'enseignement de Jésus. »

Soheib Bencheikh « Mariane et le Prophète Ch. Notre amie l'Eglise !

Une femme sur deux, en moyenne, est illettrée et ce taux peut atteindre 90% dans certains pays. Le rapport du PNUD note que les femmes n'occupent que 3,5% des sièges dans les parlements des pays arabes, contre 11% en Afrique subsaharienne et 12,9% dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. D'autre part, dans certains pays arabes du Golfe, les femmes n'ont pas le droit de vote, et, dans la majorité des pays arabes, la ségrégation raciale et religieuse est exercée.

Un islam français est-il possible ?

Par Shmuel Trigano * Le Figaro, 7 mai 2003

On le sait, la théologie musulmane divise la planète en deux zones, Dar el Islam, la "Maison de l'islam" où doivent régner la paix et la loi coranique dans un univers qui doit être musulman et le Dar el Harb, la "Maison de l'épée" où règnent la guerre et la conquête islamique pour faire triompher le Coran sur les infidèles. C'est là que prend place le djihad, la guerre sainte. Dans cet espace, les non musulmans n'ont aucun droit et leur avenir est de devenir musulmans (...). Il existe cependant une troisième catégorie d'espace, le Dar el Soim, la "Maison de la trêve" qui, comme son nom l'indique, ne fait que suspendre la guerre contre la "Maison de l'épée", les infidèles, lorsque les conditions de la guerre ne sont pas favorables aux musulmans.

On comprend qu'il y a là l'obstacle majeur à l'intégration de l'islam dans la République. Il faut donc que les autorités musulmanes européennes déclarent solennellement renoncer à la doctrine politique du djihad et donc à cette partition du monde qui empêche toute reconnaissance du non musulman. Il ne suffirait pas en effet que ces autorités se prononcent sur la catégorie à laquelle appartient l'Europe, car la meilleure catégorie serait celle du Dar el Islam, ce qui impliquerait que l'Europe se soumette à la loi islamique. Déclarer que l'Europe relève de la "Maison de la trêve" comme le fit Tariq Ramadan dans l'émission "Ripostes" de Serge Moati, ne peut en aucune façon rassurer les Européens, on le comprend, car le propre d'une trêve est de finir (...).

L'islam a en effet un problème de taille : il a toujours vécu en majorité même quand il fut dominé. Il a donc naturellement du mal à s'accepter et à se comporter en minorité. C'est tout un travail d'auto réforme qu'il a ainsi à accomplir. C'est ce que firent le judaïsme et le christianisme, en se repliant sur la mystique à défaut de pouvoir se poser dans l'étatique. Le messianisme juif, avec ses attentes dans l'historico politique, avait constitué un obstacle lors de l'émancipation. Ses représentants trouvèrent une formule pour l'universaliser et le repousser à un avenir indéterminé. Le deuxième ordre de questions doit concerner la façon dont les autorités de l'islam européen considèrent les autres religions, le judaïsme et le christianisme, si elles acceptent leur légitimité et si elles renoncent au prosélytisme actif. Si des non musulmans veulent se convertir à l'islam, c'est leur droit (et l'inverse est aussi vrai) mais l'islam ne doit pas, dans une République et un État démocratique, partir à l'islamisation de la société civile car cela ne manquerait pas de réveiller en retour la guerre des religions et la surenchère concurrentielle entre elles.

* Philosophe. Enseigne la sociologie de la religion et de la politique à l'université de Paris X-Nanterre et dirige le Collège des études juives de l'Alliance Israélite universelle. Le présent texte est extrait de son nouveau livre, "La Démission de la République. Juifs et musulmans en France", en 2003 aux Presses universitaires de France (coll. "Intervention philosophique").

XX

ESPERANCE - EPIPHANIE: *Dans les deux dernières lettres, tu nous as, d'une part, fait un résumé rapide sur les rapports effectués par l'ONU, sous la responsabilité d'une vingtaine de personnalités du monde arabe, concernant le développement humain dans le monde arabe. D'autre part, dans la lettre n° 40, tu soulignais le rôle important, pour ne pas dire essentiel, que la religion avait sur la régression ou le développement de la société. J'ai envie de dire : face à ce constat que pouvons-nous faire ?*

Guy : Il est impossible, en quelques lignes, de pouvoir répondre à cette question, d'une part parce qu'il existe différents niveaux d'action : un niveau international, un niveau national et donc plus spécifique, ou même un niveau individuel. D'autre part, comme nous l'avons vu, l'islam déborde le cadre purement arabe, le monde arabe ne représente que 20% des musulmans. Il faut également s'entendre sur ce que l'on entend par développement humain et dégager quelques critères qui permettent un développement culturel et humain. Sans dresser une liste exhaustive, on pourrait citer une dizaine de points qui contribueraient à ce développement. L'accès au savoir, l'éducation (que ce soit dans la famille, l'école...), l'éducation à la démocratie, à la responsabilité, à l'ouverture culturelle sont, bien entendu, des passages clés. Mais on peut citer : la diffusion de la connaissance, la liberté d'association, la liberté du choix d'une référence philosophique ou religieuse, l'égalité devant la loi de l'homme et de la femme, la libre circulation de l'information, des livres religieux, l'arrêt de la censure littéraire, artistique, scientifique et religieuse... Qui ne serait pas d'accord avec ces points ?

Posez la question à tous les gouvernements des pays arabes concernés et ils vous diront que c'est la politique qu'ils mènent. Je n'ai pas de raison pour douter de leur bonne foi, mais j'ai des certitudes quantitatives pour ne pas les croire. Une société peut se développer quand son mode d'organisation de la "cité", permet aux individus qui la composent, une libre expression, un choix de vie et une aspiration de liberté individuelle qui se déploie dans l'apprentissage des limites et du bien commun. De même, une société se développera quand la religion qui la soutient, ou l'idéologie qui l'anime, sait dépasser son "corps", c'est à dire son implication dans le temps et l'histoire, pour conserver son "âme", c'est à dire une proposition de sens. Les Amish, cette communauté chrétienne du 19e siècle surtout présente aux Etats-Unis, a arrêté l'histoire à cette époque. Le développement et le changement ont été perçus comme un danger pour la cohésion, la doctrine du groupe. Quelque part ils ont raison car, par exemple, la voiture, qui chez eux est interdite (la voiture à cheval restant leur moyen essentiel de locomotion), introduit du danger, de la pollution, de l'ouverture de l'autonomie, de l'indépendance, de la liberté ! Le système d'organisation de leur communauté n'est pas "totalitaire" à ce que je sache, mais leur développement humain se sclérose jusqu'à la disparition inéluctable du groupe. Je peux comprendre et respecter ce choix de vie, même si je ne l'approuve pas, par contre, si ce groupe avait une prétention universaliste, il serait dangereux, d'autant plus si, devenant puissant et majoritaire, il punirait de mort ses membres qui voudraient changer de religion. On serait là dans un régime sectaire. L'islam est une secte qui a réussi. Sans pouvoir totalement bloquer le développement humain des sociétés dans lesquelles il s'est implanté, il contribue à le freiner. Comment la petite secte de Médine a su éviter l'asphyxie et la mort ? En se nourrissant de l'apport culturel d'autres sociétés. Comme un prédateur, l'islam a eu l'intelligence d'islamiser des sociétés fragilisées à cause de facteurs politique ou religieux et ainsi rebondir pour éviter la spirale de "l'enfermement". L'Empire Omeyyades s'est nourri de l'Empire Byzantin, l'Empire Abbassides de l'Empire Perse. La "libanisation" de l'Europe, à laquelle on assiste aujourd'hui, n'est-elle pas une première étape dans ce processus d'islamisation ? Un bon nombre de musulmans a l'honnêteté de le reconnaître ouvertement. Régulièrement, au sein de la communauté musulmane et en dehors d'elle, se pose la question : l'islam est-il compatible avec la démocratie ? La notion de laïcité est-elle compatible dans un pays à majorité musulmane ? Nous avons une vision linéaire de l'histoire politique et nous pensons que cette évolution s'adapte aux pays musulmans en voie de développement. Nous pensons qu'avec l'émergence d'une économie de marché, le développement du niveau de vie, de la scolarité, de l'augmentation générale de l'instruction et l'apparition d'une classe moyenne, la notion de laïcité et de démocratie s'imposera avec le temps. C'est ce que pensent certains en invitant la Turquie à entrer dans l'Europe. Ce grand pays serait ainsi consolidé dans son travail de démocratie, servant de modèle à des pays à majorité musulmane. Pour ma part, je crois que c'est une stratégie dangereuse basée sur le fait que l'on met sur le même mode de fonctionnement le développement de sociétés à référence islamique et chrétienne. La notion de laïcité, acceptable chez les juifs de la diaspora et chez les chrétiens, est antinomique avec l'islam, comme l'est la notion de démocratie, mécanisme permettant aux pays, qui essayent de l'appliquer, d'adapter leurs lois à

la lumière de l'expérience acquise. Prisonnières de leurs textes sacrés, les nations islamiques n'ont pas cette ressource. Lorsque les élites des pays musulmans veulent s'adapter aux modalités économiques modernes, comme les prêts à intérêts par exemple, ils sont obligés de faire des contorsions pour contourner la loi islamique sans en avoir l'air. Cela ne marche pas forcément. En islam, l'évolution n'est pas linéaire mais cyclique. Lorsque Bourguiba a voulu permettre aux travailleurs de se nourrir à midi pendant le Ramadan, il a mis cela sur le compte de la "Djihad", la guerre sainte, en prétendant que c'était une mesure nécessaire au redressement de la patrie. Les gardiens de l'orthodoxie n'ont rien voulu savoir et Bourguiba a fait machine arrière. D'une manière générale, toute modernisation apparaît vite, dans un pays musulman, comme devant passer par une déislamisation qui sera considérée comme une trahison par les fidèles de la religion. Ainsi le développement et l'évolution, au lieu de garder une trajectoire linéaire avec une pente positive, se trouvent infléchis par les forces centripètes de l'idéologie islamique. L'évolution est cyclique. Pour contrer cela, la force politique est nécessaire. C'est pourquoi les leaders, qui se sont sentis assez forts pour le faire, comme Attakurk ou Palhavi, se considèrent obligés d'imposer la modernisation par la violence. Mais ces réformes sont fragiles car constamment menacées par les fondamentalistes. On a vu ce qu'il en est advenu en Iran. Quelle naïveté de vouloir introduire la démocratie par des divisions armées, comme en Irak! Mais également, quelle naïveté de la part de notre intelligentsia politique et religieuse européenne de vouloir nous faire croire qu'il existe un "bon islam", celui qui s'adapterait à la modernité, séparerait le temporel de l'intemporel, évoluerait vers une mystique; et puis le "mauvais islam", celui de l'intégrisme. On ne peut pas dire qu'il existe une démarcation radicale entre islam et intégrisme. L'intégrisme ne fait jamais que s'appuyer sur des textes. Selon la doctrine musulmane, l'homme n'a pas le pouvoir de légiférer; pour les croyants de l'islam, il n'existe qu'une seule loi : la loi de Dieu. Ou bien on l'impose par la force ou bien on compose avec jusqu'à ce qu'elle s'impose par la force. Ibn Warraq montre, au chapitre V de son livre, que l'islamisation de toute l'activité humaine conduit à une réduction de la pensée, à un étouffement du développement et du progrès. "Expliquer toute chose par Dieu, cela revient à couper court à toute question, à réprimer toute curiosité intellectuelle, à étouffer tout progrès scientifique. On n'est guère avancé en disant que la merveilleuse variété et l'impressionnante complexité des organismes vivants sont un miracle. C'est encore moins une explication scientifique...Seul un scientifique en proie à un sentiment d'émerveillement sent que l'extraordinaire complexité a besoin d'être expliquée. En formulant des hypothèses qui seront testées, il essayera de démystifier les mystères de l'univers". Il existe un Dieu qui invite sa créature à participer à sa création dans l'émerveillement et l'adoration et un Dieu qui s'attache à vérifier si ce que fait sa créature est licite ou illicite.

EE : Mais, finalement, que faire ?

Guy : Au risque de vous surprendre, je dirais que le travail le plus urgent est théologique et philosophique. Nous avons le devoir d'éclairer nos contemporains, que ce soit au niveau personnel ou collectif. La pire des attitudes pour le développement humain et le "vivre ensemble" est la peur et le mensonge, et cela est vrai pour les musulmans et pour les chrétiens, pour le monde arabe et pour les européens. Il me semble que deux attitudes sont nécessaires, apparemment contradictoires et pourtant complémentaires : amour et vérité au niveau spirituel, ouverture et fermeté au niveau politique.

Il est nécessaire d'éviter à tous niveaux les enfermements, les cloisonnements, les communautarismes qui isolent les individus et les nations. Au sein de ces cloisonnements une fausse ouverture existe qui, derrière le masque de la modernité, cache le voile du sectarisme et de la pensée unique. L'Arabie Séoudite est un pays ultra moderne, dont les médias, les bâtiments et les réalisations peuvent rivaliser avec les plus grandes capitales européennes, dont l'intelligentsia est composée par des diplômés des plus prestigieuses universités américaines, mais qui cache également un régime féodal et un islam wahabite des plus sectaires. Prenons également un pays comme le Maroc, plus proche de nous. Une libre circulation des populations existe entre l'Europe et le Maroc, les charters de touristes d'un côté et les populations des citées de l'autre, apportant chacun une manne économique. Mais les touristes européens en mal de soleil et d'exotisme, qui s'émerveillent avec raison des beautés de Fès ou de Marrakech, ont-ils conscience que derrière la façade se cache l'oppression. Si j'en crois les statistiques non officielles, près de 20% des marocains se disent non musulmans mais subissent, comme me le disait l'un d'eux, l'oppression du Ramadan qui est telle que la population frustrée va jusqu'à tuer un "malade psychiatrique" mangeant au souk devant ses frères. Qui, parmi ces touristes, sait que la royauté du Maroc est antérieure à celle du royaume de France, dont les rois de part et d'autre étaient de droit divin ou commandeur des croyants ? Ce royaume n'a pas pris une ride après des siècles. Le développement politique de ce pays est

resté figé alors que son développement économique et social est réel. Un royaume où il est interdit d'avoir une autre religion que celle de l'islam, où nationalité rime avec islam. L'ouverture est assurée par le principe de la charte nationale qui stipule que chacun a la liberté de conscience mais, dans le même temps, impose que l'on ne peut être de nationalité marocaine si on n'est pas (naît) musulman. Régulièrement des chrétiens sont enfermés pour leur foi et récemment une famille a reçu un blâme, après un procès, car elle ne voulait plus être musulmane. Le principe de l'ouverture-fermeté peut également s'appliquer à l'Europe à propos de l'entrée ou non de la Turquie dans cette Europe. Alain Gresh, rédacteur en chef du Monde diplomatique, pense que refuser l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne relève du phantasme d'une menace islamique, à la fois interne et externe. "L'islam, la République et le monde" Fayard. Je crois, au contraire, que son analyse, et avec lui celle de ceux qui prônent l'entrée de la Turquie, relève d'un "prosélytisme laïc" qui consiste à dire : nous avons une longue tradition laïque et démocratique, des valeurs reposant sur les droits de l'homme, invitons à notre table "l'orientaliste de service" pour l'aider à se démocratiser afin de montrer au monde musulman qu'il est possible d'être laïc, "moderne" et musulman. Si la Turquie, grand pays charnière entre l'Europe et l'Asie, a à jouer un rôle, ce n'est certainement pas en lui donnant celui du "musulman de service" car cela renforcera sa dynamique identitaire islamique auprès de l'Union Européenne et surtout de l'UMA (communauté musulmane transnationale pris aux sens religieux, politique et social). Il est préférable que l'Union Européenne l'aide, dans un partenariat privilégié, à construire une Union Moyen-orientale dans laquelle elle jouera un rôle moteur et de leadership d'ouverture et de développement démocratique auprès de pays voisins moins avancés en ce domaine. Là où le principe d'ouverture-fermeté (vérité) n'est pas appliqué c'est bien l'Union Européenne actuelle, qui prétend faire de la laïcité et de la démocratie une "religion" au dessus des religions ! En refusant la vérité historique de reconnaître, dans le préambule de la constitution, les racines chrétienne de l'Europe et en méprisant du même coup les peuples à majorité chrétienne qui la constituent, un certain nombre d'hommes politiques ont révélé que pour eux, leurs racines sont "nietzschéennes". Or, je ne crois pas en l'avenir de l'Europe des politiciens "nietzschéens"; je crois en l'Europe des martyrs et des saints. Tant que les responsables politiques, médiatiques et intellectuels européens n'auront pas réglé leur problème avec le christianisme, ils mettront en danger la démocratie. Face à l'islam, ils ne feront pas le poids. Seul le christianisme peut faire le poids, mais ayant quitté, avec raison, la sphère directement politique, il ne reste à l'Eglise que deux alternatives : d'une part, le développement d'une théologie sur l'islam et, d'autre part, une pastorale de la "ré-évangélisation de l'Europe". L'Eglise ne se remet pas de sa confrontation historique avec l'islam. Elle cherche de nouvelles voies mais ne pourra pas indéfiniment repousser la question : "qu'est ce que l'islam qui prétend se situer dans la filiation des révélations, dans l'économie du salut? Vatican II a parlé des musulmans mais pas de l'islam. Comment mettre en place une pastorale si elle ne s'appuie pas sur une théologie basée, non sur une idéologie mais sur un travail scientifique ? En gros, on nous invite à être gentils avec les musulmans, polis, ouverts, respectueux, dialoguants...C'est la base même de toute attitude chrétienne authentique ! Un peu de courage, allons plus loin ! D'autre part, la mutation de l'Eglise en Europe invite à un changement de pastorale, une pastorale de "réévangélisation de l'Europe". La foi chrétienne doit sortir de sa sphère privée pour promouvoir non pas le christianisme de conquête mais la radieuse expérience chrétienne. Ce n'est pas encore gagné quand je vois que l'excellente initiative du Cardinal Barbarin à Lyon de distribuer par les chrétiens 300 000 nouveaux testaments non comme un prospectus mais en promouvant des rencontres, partages, dialogues, a été taxé par certains membres de l'Eglise de prosélytisme! Enfin, les choses bougent !

E.E. : Justement à ce propos s'est tenu à Lyon un colloque sur le thème : "Le courage d'un humanisme de paix" organisé par la Cté San Egidio. Que penses-tu d'une telle initiative ?

Guy : Elle est excellente, même si ces rencontres sont plus symboliques qu'autre chose. On ne peut pas aller très loin, compte tenu de la durée. Par contre, le signe d'espérance le plus significatif pour moi ne fut pas que plusieurs religions soient présentes mais que l'état laïc soit fortement impliqué dans cet évènement, et ce, quelles que soient les appartenances politiques. Il est vrai que le côté pluri-religieux les mettait à l'aise, même si l'initiative est chrétienne. On a bien trouvé un "barbu laïc" pour attaquer cette inadmissible implication financière de la ville de Lyon dans cette manifestation" éminemment religieuse". Là encore, les choses bougent, et je peux témoigner que les pouvoirs civils, dans leur ensemble, sont bienveillants, voire encourageants, parfois plus que certains membres de l'Eglise, pour des initiatives d'évangélisation portées, par exemple, par la communauté.

EE : *Et que faire quand on voit le problème récurrent des banlieues qui pose cette fois la question du développement humain des populations à forte densité d'émigrés ?*

Guy : Là encore la question est complexe et il serait totalement réducteur et simpliste de l'envisager sur le seul angle de la concentration, dans les cités, des gens les plus en difficulté, ou de même origine ethnique ou religieuse. On touche là à la question plus large de l'intégration et à la question des flux migratoires. Le contrôle de ces flux est une nécessité et il est bien préférable d'aider les pays d'origine à se développer aux niveaux économique, social et politique, plutôt que de voir cette forme de "colonisation" de l'Europe. J'ai peur que si les pouvoirs politiques ne limitent et ne contrôlent plus ces flux, on risque d'assister dans les années à venir, si l'intégration pour certaine origine ne se fait pas, à des "guerres d'indépendances inversées". Les populations émigrées en seront les premières victimes, alors qu'il est déjà difficile pour elles de s'adapter, de s'intégrer, plusieurs générations étant souvent nécessaires. Parmi ces populations, il est certain que celles en provenance des pays arabes ne se sont pas, ou pas très bien, intégrées dans la société européenne, ceci étant du pour une part à l'islam. Il faut le redire, l'islam ne favorise pas ce travail d'intégration dans une culture ou une nation non islamique. Beaucoup de musulmans cherchent à s'intégrer mais la religion islamique favorise-t-elle l'intégration quand, par exemple, elle revendique comme "terre musulmane", donc soumise au droit musulman, tout lieu de prière, mosquée, mersada ? Accuser systématiquement les pouvoirs publics, les institutions, de ne rien faire, de ne pas être à la hauteur, est faux et injuste. Bien sûr ils ont leur part de responsabilité mais les communautés immigrées également et surtout les pays dont ces communautés sont issues, qui sont des contre-exemples du développement humain, de l'apprentissage de la vie démocratique et civique, en bref, de la liberté. Que les jeunes de ces ghettos soient des victimes ne fait aucun doute, et loin des discours, des médias tapageurs et des idéologies de tous genres, ils ont besoin, en face d'eux, de personnes qui les écoutent et qui les invitent à sortir de la spirale de l'échec. Que les pouvoirs civils financent des associations chrétiennes et ils verront que des fleurs peuvent pousser au milieu du désert ! Les mairies et communes ne doivent pas favoriser, dans les grandes métropoles, la "colonisation" de quartier en "petit Alger", petite "kasbah", qui sont autant de freins à l'intégration et d'accélérateurs de désordre lorsque l'idéologie religieuse, politique, s'en mêle ainsi que l'esprit de bande, pour ne pas dire de "petit banditisme". La communauté musulmane, dans son ensemble, doit également faire un vrai travail de responsabilité et d'intégration que, malheureusement, le retour à la religion de ces populations déboussolées, ne favorise pas. Revendiquer le port du voile, la séparation filles-garçons dans les activités scolaires, bref une série de pratiques musulmanes d'un autre temps contribue à l'exclusion. Cette communauté doit être aidée, en priorité, dans le travail d'éducation, et cela commence dès le début dans la famille. En effet, dès le plus jeune âge, est cultivé la supériorité du garçon sur la fille, ségrégation entretenue par un discours religieux reposant sur le texte sacré du Coran. Le garçon devient le caïd sur ses soeurs avant de devenir le caïd de sa cage d'escalier. Et s'il a quelques aptitudes, les facteurs extérieurs l'aidant, il deviendra le caïd du quartier. Au lieu d'envoyer les jeunes générations d'instituteurs, fraîchement débarquées de l'IUFM, dans ces postes vacants dont personne ne veut, se faire casser pour 1000 euros par mois, réservons ces postes à des hommes, instituteurs expérimentés, en doublant voire en triplant leur salaire, en leur donnant les moyens humains et des méthodes pédagogiques non formatées par l'éducation nationale ! De même, ayons des autorités musulmanes qui aient le courage de proposer des lectures coraniques non identitaires. Le travail de prévention est prioritaire mais la gestion des "crises installées" exige la fermeté. La répression est parfois indispensable, mais la prison n'est pas forcément la solution. Elles sont encombrées, soit dit en passant, par une majorité de gens de "culture musulmane", souvent délaissés par leur communauté qui les considère comme déshonorant la "famille", "l'UMA", et laissés pour compte. Pour certains, le travail d'intérêt général, avec un encadrement et une discipline, hors cités, leur serait plus bénéfique qu'une prison délabrée. Trop de jeunes, pour ne pas dire d'adultes, sont marginalisés jusque dans les boîtes de nuit, car on a peur d'eux.

Le développement humain de ces populations passe par l'apprentissage de la langue française, de sa culture et de ses richesses. Ne profiter que d'une manne économique, bien maigre il est vrai mais parfois incomparablement plus décente que dans leur pays d'origine, exige un effort d'ouverture de ces communautés. Elles ont des droits mais aussi des devoirs. Dans certains quartiers, les habitants écoutent la TV ou radio en arabe, vont à la mosquée où on parle arabe, vont à l'épicerie où on parle arabe, bref, le territoire d'exclusion est en marche. C'est ce que j'appelle la colonisation inversée. Je me souviens bien, lorsque j'étais en Algérie, de ces territoires d'exclusion à Arzew, sur la zone pétrolière, appelés les "cités européennes et américaines". Personne sous la "loi de la cité" ne pouvait pénétrer ! Heureusement ces cités, qui ne faisaient pas partie de la société qui les accueillait, n'avaient qu'une vie très limitée, celle de la durée des chantiers.

Il est difficile, en peu de temps, d'aborder toutes ces questions du développement humain dans les pays arabes à majorité musulmane et dans nos pays européens à forte proportion de population arabe et musulmane. Le dialogue reste indispensable même si les résultats ne sont pas encore au rendez-vous. Le chrétien est le sel de la terre. Quand il perd sa saveur on le sale avec le Saint-Esprit qui redonne aux chrétiens foi, espérance et charité. Alors tout prend de la valeur et se développe harmonieusement.

Guy STREMSDOERFER

"Nous pouvons aussi nous demander comment une loi, dont les premiers principes furent établis il y a plus d'un millénaire, et dont la substance n'a pas évolué depuis, pourrait encore être d'actualité au XX^e siècle.

La Charia ne reflète que les conditions sociales et économiques des premiers abbassides et on l'a conservée sans tenir compte des développements ultérieurs de la société... aussi longtemps que nous penserons que le Coran est éternellement vrai et qu'il apporte une réponse à tous les problèmes du monde moderne, il n'y aura aucun progrès, les principes contenus dans le Coran sont antithétiques[^]) au progrès moral."

Ibn WARRAQ « Pourquoi je ne suis pas musulman »
Ch 6, Editions L'Age de l'homme, Lausanne, Suisse.

Ce livre a été dédié à la mémoire d'Hitoshi Igarashi, traducteur japonais des "Versets Sataniques", poignardé le 11.07.1991 à l'Université de Tsukuba.

(*) remplis d'antithèses.

« J'ai porté dix ans le voile. C'était le voile ou la mort. Je sais de quoi je parle ».

« Imposer le voile à une mineure, c'est au sens strict, abuser d'elle, disposer de son corps, le définir comme un objet sexuel destiné aux hommes...Ce n'est pas au nom de la laïcité qu'il faut interdire le port du voile aux mineures, à l'école ou ailleurs, c'est au nom des droits de l'homme, et au nom de la protection des mineures ».

Chahdortt DJAVANN. « *Bas les voiles !* », Gallimard 2003